

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pegasus : Le Parlement européen demande la fin des logiciels espions

Les députés européens ont adopté ce midi les conclusions de la commission Pegasus appelant à la fin des pratiques abusives des États membres dans l'utilisation des logiciels espions. La commission PEGA a été créée à la suite des révélations sur l'utilisation abusive de logiciels espions à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE pour cibler des journalistes, des militants et des élus en Europe, y compris les eurodéputés Verts/ALE Diana Riba i Giner et Jordi Sole.

Le rapport contient des recommandations claires à l'intention de l'UE et des États membres sur l'utilisation des logiciels espions et appelle à la fin immédiate de leur utilisation d'ici la fin de l'année, à moins qu'un certain nombre de conditions fondamentales ne soient remplies.

"La violation des droits fondamentaux, en particulier le droit à la vie privée, des représentants élus, des avocats, des journalistes et des militants est une atteinte grave à la démocratie et à l'État de droit", estime Saskia Bricmont, eurodéputée et coordinatrice des Verts/ALE au sein de la commission PEGA. "Elle peut avoir un effet dissuasif dramatique, les dissuadant de faire leur travail ou de faire valoir leurs droits. L'UE ne peut accepter de telles pratiques, qui remettent en cause les valeurs et les principes européens."

"Alors que la commission d'enquête clôt officiellement sa mission, les usages abusifs ont toujours cours. La Commission et les États membres doivent mettre en place une législation efficace pour mettre fin à ces abus, qui portent atteinte à la démocratie à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Personne ne devrait être espionné ou voir son droit à la vie privée violée simplement parce qu'il fait son travail ou partage ses opinions dans une société démocratique", ajoute l'eurodéputée Ecolo.

Les recommandations du Parlement incluent la mise en place d'un ensemble de conditions très strictes pour l'utilisation des logiciels espions comme Pegasus, avec des garanties sérieuses pour assurer qu'ils n'entraînent pas de violation des droits fondamentaux. El les demandent également une notification ultérieure obligatoire aux personnes dont les données ont été consultées, une définition juridique commune dans l'UE du recours à la sécurité nationale comme justification de la surveillance, et la création d'un laboratoire technologique européen, à l'image de Citizen Lab, pour assister les citoyens, les journalistes et les activistes.

Contacts presse:

Saskia Bricmont

Députée Ecolo au Parlement européen

Camille Goret
camille.goret@europarl.europa.eu
+32 493 18 82 80

Saskia Bricmont
Députée Ecolo au Parlement européen